

Comment impliquer les populations locales dans les activités archéologiques en Grèce ? Premier bilan d'un projet participatif sur le site de Malia (Crète)

How to involve local communities in archaeological activities in Greece ? First insights from a participatory project at Malia (Crete)

Dimitra MAZARAKI, Maia POMADÈRE

Résumé : En Grèce, l'archéologie s'est développée au travers de programmes d'exploration menés par des instituts étrangers ou par le service public grec qui a cherché dès le XIX^e siècle à protéger ce patrimoine. Ce dernier occupe une place centrale tant dans l'économie touristique que dans l'identité culturelle de la société grecque. L'intense activité archéologique s'est toutefois déployée à distance de la population, entraînant parfois tensions et conflits. Les institutions archéologiques demeurent réticentes à ouvrir leurs activités aux populations locales, suivant une politique de gestion du patrimoine orientée vers sa préservation plutôt que vers la participation citoyenne. Nous tentons ici de contribuer aux réflexions sur les relations entre les communautés et l'archéologie institutionnelle en nous appuyant sur l'exemple de Malia, en Crète : le site archéologique abrite l'un des quatre grands palais minoens, datant de l'âge du Bronze et fouillé par l'École française d'Athènes depuis un peu plus d'un siècle. Les activités archéologiques y ont cependant été peu valorisées auprès des populations locales, principalement sollicitées comme main-d'œuvre lors des chantiers de fouille.

Le projet de recherches doctorales de D. Mazaraki vise à identifier les besoins et les valeurs patrimoniales de la population locale, afin de proposer des solutions concrètes pour répondre aux demandes de médiation et d'implication dans la sphère de l'archéologie. En 2023, un projet d'expérimentation archéologique participatif a été ouvert aux habitants. Nous proposons ici un premier bilan de ce programme, ainsi qu'un projet d'atlas patrimonial participatif en gestation.

Mots-clés : Archéologie, Crète, Malia, patrimoine, science participative, communauté locale.

Abstract: In Greece, archaeology has developed since the 19th century through exploration programs carried out by foreign institutes or the Greek public service, which sought to protect this heritage very early on. Archaeological heritage occupies a central place both in the tourist economy and in the cultural identity of Greek society. However, the intense archaeological activity took place at a distance from the Greek population, sometimes leading to tensions and conflicts. Archaeological institutions remain reluctant to open their activities to local populations, following a heritage management policy oriented towards its preservation rather than citizen participation. The relationships between communities and institutional archaeology are the subject of criticism and reflection, to which we attempt to contribute here by relying on the example of Malia in Crete: the archaeological site with one of the four main Minoan palaces, dating from the Bronze Age and excavated by the French School of Athens for a little over a century. Archaeological activities, however, had yet to be effectively communicated to the local population, who have mainly been involved as laborers during the excavations.

D. Mazaraki's doctoral research project aims to identify the needs and heritage values of the local population and propose concrete solutions for bringing the archaeological sphere closer to the community. In 2023, a participatory archaeological experimentation project was launched that invited residents to get directly involved. Here, we offer an initial assessment of this experience and some avenues for a heritage atlas project in progress to address the community's request for participation and engagement.

Keywords: Archaeology, Crete, Malia, heritage, participatory science, community.

INTRODUCTION

L'archéologie grecque a joué un rôle majeur dans la construction d'une culture européenne fondée sur les humanités classiques, puis dans la constitution d'une identité nationale grecque au XIX^e siècle (Hamilakis, 2007). L'État grec s'est doté dès son indépendance d'un Service archéologique national (1833) et d'une législation pionnière (1834) qui, interdisant les exportations d'antiquités, ont mis fin aux pillages pratiqués par les puissances occidentales. L'État, propriétaire de toute découverte archéologique, demeure aujourd'hui le seul responsable de la gestion des antiquités (Voudouri, 2010). Les services archéologiques régionaux (les éphories) ont la charge de surveiller les nombreux vestiges archéologiques et sont aussi les seuls opérateurs d'archéologie préventive ou de sauvetage (Vavouranakis, 2018, p. 23-24). Soumis à ces contraintes, divers États occidentaux (au premier rang desquels l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne) ont implanté depuis le XIX^e siècle des instituts de recherche, comme l'École française d'Athènes (ÉFA), qui conduisent de nombreux programmes de fouilles sur des sites souvent prestigieux.

Qu'elle soit mise en œuvre par les institutions grecques ou étrangères, l'archéologie se pratique traditionnellement en Grèce à distance du public, en particulier vis-à-vis des communautés locales (Fotiadis, 2010 ; Galanidou, 2020). Notre cas d'étude s'appuie sur notre expérience de recherches à Malia, l'un des grands sites archéologiques explorés par l'ÉFA depuis environ un siècle. Il s'agit d'un centre palatial de la civilisation minoenne (âge du Bronze, vers 2800-1200 avant notre ère) situé sur la côte nord-est de la Crète (fig. 1). Si la période classique a longtemps polarisé l'intérêt des archéologues sur le continent grec, les recherches en Crète se sont concentrées sur les riches vestiges de la culture minoenne, revendiquée depuis sa découverte par A. Evans comme la « première civilisation européenne » (Momigliano, 2006).

À Malia, cette archéologie parfois qualifiée de « coloniale » (ou « crypto-coloniale » : Herzfeld, 2002 ; Greenberg et Hamilakis, 2022) a principalement sollicité la communauté locale pour fournir des ouvriers de fouille, avec une forme de repli des archéologues sur le site archéologique, qui s'est accentuée avec le développement du tourisme littoral de masse dans la région à partir des années 1960. Le site a, en quelque sorte, tourné le dos à la ville qui est composée d'environ 4 000 habitants. La



Fig. 1 – Carte de localisation de Malia, dans le bassin égéen (Google Earth avec annotations de M. Pomadère).

Fig. 1 – Map of Malia in the Aegean basin (Google Earth, M. Pomadère).

distance entre archéologie et population locale concerne néanmoins aussi le Service archéologique régional, représentant de l'autorité étatique centralisée : ses archéologues sont en effet souvent perçus comme des adversaires en raison des tensions entre centre et périphérie, de la bureaucratie et des conflits entre agriculteurs, acteurs du tourisme et de l'archéologie à propos des usages des terres (Schlanger, 2018).

Ce modèle de gestion cloisonnée des antiquités selon une approche *top-down*, censée être au bénéfice du peuple mais pratiquée sans lui, est de plus en plus critiquée (Sakellariadi, 2021). Les études des perceptions du public réalisées dans le cadre du projet européen « NEARCH »¹ en 2018 démontrent en effet que la société grecque a un intérêt fort pour l'archéologie (Kajda *et al.*, 2017), particulièrement dans les communautés proches des sites archéologiques (Sakellariadi, 2011).

Il est ainsi progressivement devenu évident qu'il fallait tenir compte de ces critiques légitimes du contexte et de notre responsabilité sociale en tant qu'archéologues. Le projet doctoral de D. Mazaraki, en cours, est au cœur de ces réflexions² : la thèse ambitionne d'identifier les problèmes et les tensions entre la communauté locale et les acteurs de l'archéologie, de proposer des actions en faveur d'une plus grande participation citoyenne et d'évaluer l'intérêt et les limites de cette archéologie participative, surtout développée dans les pays anglo-saxons (Marshall, 2002, p. 212), mais qui jouit désormais d'une diffusion mondiale (Matsuda et Okamura, 2011 ; Almanza-Sánchez, 2020, 2021 ; Westmont et Clay, 2022).

L'ARCHÉOLOGIE ET LE PUBLIC EN GRÈCE : DIFFÉRENTS NIVEAUX DE MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ

Parmi les quatre types d'archéologie publique définis par A. Matsuda et K. Okamura (Matsuda et Okamura, 2011, p. 5-7), les formes actuellement dominantes en Grèce sont les activités éducatives et de relations publiques, inscrites dans le modèle de gestion *top-down* du patrimoine. Ces activités émanent du Service archéologique, des universités ou des instituts de recherche, dans des musées ou sur des sites archéologiques. Sur ces derniers, les informations fournies au public sont néanmoins minimales, ou apparaissent au contraire sous la forme de textes longs et difficiles d'accès.

Le volet des relations publiques comprend des journées commémoratives et autres événements culturels organisés sur les sites archéologiques, en particulier dans les théâtres antiques, avec des récitals de musique ou des expositions photographiques. Ces actions visent à intégrer les antiquités dans la vie sociale et culturelle, et contribuent ainsi à justifier la nécessité de leur préservation. À Malia, le concert de la pleine lune qui a lieu en août sur le site archéologique, devant le palais minoen, est un événement emblématique et populaire, auquel par-

ticipent activement les associations culturelles locales, sous la direction du Service archéologique.

Sous l'influence de la *public archaeology* anglo-saxonne, le contrôle et l'autorité exclusifs de l'État sur le passé sont cependant remis en question dans des approches plus critiques, susceptibles de renforcer la pertinence sociale de l'archéologie et la gestion durable du patrimoine. Dans cette perspective, la thèse de D. Mazaraki propose une nouvelle méthodologie à la croisée de l'anthropologie, de la sociologie et de l'archéologie pour analyser les rapports entre archéologie et communauté locale à Malia et favoriser l'implication de cette dernière, notamment par une réflexion sur l'accessibilité des vestiges. Cette approche s'appuie sur différentes enquêtes, réalisées au moyen de questionnaires et d'entretiens semi-structurés examinant les valeurs, les besoins et les obstacles associés au patrimoine archéologique local.

Ces enquêtes ont mis en évidence le manque de « stimuli sensoriels » dans les sites archéologiques, des difficultés de la part des habitants pour comprendre ce qu'ils voient, une absence d'information sur les activités du Service archéologique dans leur région, l'absence de tout support numérique sur le sujet, et un accueil fluctuant³. Les personnes interrogées souhaiteraient davantage de médiation sur les activités archéologiques locales, pour leur développement culturel personnel, mais aussi dans l'objectif de donner davantage de place à un tourisme patrimonial et limiter l'afflux de clubbeurs qui sont devenus la marque de fabrique de la ville.

Les premières actions ont consisté à mettre en place une médiation orientée vers la population locale, adultes et enfants, par des visites du site, notamment en cours de fouilles (en 2020), et par la création de supports numériques spécialisés et en grec sur Instagram et Facebook (*Malia ArchCom: Archaeology & Community - Αρχαιολογία και Κοινότητα*). Un projet d'archéologie expérimentale mené sur place en 2023 a constitué une opportunité pour aller plus loin.

LA CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT EXPÉRIMENTAL, UNE AVENTURE PARTICIPATIVE : UN PREMIER BILAN

Ce projet soutenu par l'ÉFA et par le projet ANR « TiMMA » (Timber in Minoan and Mycenaean Architecture)⁴ est toujours en cours (2023-2024). On présentera donc ici un premier retour d'expérience, dont le bilan demande à être approfondi. L'expérimentation archéologique se prête particulièrement bien à la mise en place d'activités participatives. Ne nécessitant pas d'accès direct aux objets archéologiques ni de manipulation, mais reproduisant les gestes et les techniques du passé dans une approche pratique et sensible, elle est particulièrement adaptée à l'ouverture vers des non-spécialistes. Les expérimentations (parfois limitées à des reconstitutions) sont ainsi souvent utilisées dans le cadre de la médiation. Dans le cas de Malia, l'expérimentation s'ins-

crit dans un projet scientifique associant archéologues, architectes et géoarchéologues. Il vise à répliquer et à préciser les techniques architecturales minoennes, telles qu'elles sont connues d'après les vestiges archéologiques (en particulier pour les constructions de la période des premiers palais crétois, au Minoen moyen, vers 1900-1700 avant notre ère). Il s'agissait donc de construire un petit bâtiment aux murs de briques crues sur un soubassement de pierre, doté d'une porte accolée à une fenêtre, sur le modèle de structures du quartier Mu et de la crypte hypostyle de Malia (Schmid et Treuil, 2017).

La dimension participative était présente dès la conception du projet, mais n'a pu être mise en œuvre avant le début du chantier en Crète, en raison de l'éloignement de l'équipe scientifique résidant en France ou à Athènes. Un appel à participer à certaines étapes du chantier aux mois de juin et juillet 2023, en particulier pour la fabrication des briques de terre crue, a été lancé par l'intermédiaire des associations culturelles et des femmes locales, dont plusieurs membres ont prêté main-forte à l'équipe initiale, formée d'étudiants de diverses universités grecques et étrangères (fig. 2b). Une visite participative a été organisée pour les élèves des écoles locales, combinant visite du site archéologique, du chantier expérimental et fabrication de

quelques briques. L'information ayant rapidement circulé, plusieurs personnes mues par une curiosité personnelle ont visité le chantier et parfois proposé de l'aide.

La réalisation de l'expérimentation dans un champ, hors du site archéologique clôturé et sous le contrôle des archéologues, a favorisé l'accès de la population et simplifié les relations entre participants scientifiques, professionnels et non-professionnels, comme une sorte de « tiers lieu » (Oldenburg, 1989). Initialement, et sur le conseil d'un habitant, le projet avait été présenté au voisinage comme un programme de recherche en architecture plutôt qu'en archéologie, en raison des inquiétudes traditionnellement suscitées par la possibilité de découvertes archéologiques dans cette zone partagée entre habitations, espaces agricoles et infrastructures touristiques. La population locale s'est néanmoins montrée réceptive et accueillante vis-à-vis du projet.

Le bilan provisoire de cette démarche participative repose pour le moment principalement sur les impressions recueillies du côté des scientifiques (archéologues, architectes, étudiants). Il doit être complété par une évaluation collective qui sera menée en 2024 avec un groupe de discussions formé de membres de la communauté locale ayant participé à différentes étapes du projet.



Fig. 2 – Ci-dessus et page suivante : Habitants de Malia participant au moulage des briques crues et à la préparation des enduits de terre pour le bâtiment expérimental (M. Pomadère, ÉFA).

Fig. 2 – Above and on the next page: Malia local inhabitants taking part in the moulding of mud bricks and the preparation of earth plaster for the experimental building (M. Pomadère, EFA).



Parmi les points positifs, on peut d'abord souligner l'expérience de socialisation inédite entre des personnes de statuts divers qui ont rarement l'occasion de s'investir dans une activité commune. Cette possibilité d'enrichissement personnel, par l'établissement de nouveaux liens sociaux d'échange et de partage, concerne les professionnels comme les non-professionnels.

L'expérimentation participative a également constitué un relai efficace pour la diffusion des connaissances scientifiques sur l'archéologie et l'architecture anciennes. La médiation de ces connaissances au fil du chantier a permis aux participants locaux d'être informés des activités archéologiques en cours et d'avoir le sentiment d'être partie prenante d'une communauté scientifique plus large. L'un de nos objectifs était en outre de contribuer aux réflexions sur l'intérêt de l'architecture ancienne, en particulier minoenne, comme source d'inspiration pour le présent, en montrant le potentiel d'utilisation de matériaux locaux et recyclables comme la terre.

Le projet a bénéficié de la participation des habitants, non seulement comme main-d'œuvre supplémentaire, mais aussi grâce à l'apport de leurs connaissances des matériaux et ressources locales (localisation de gisements de matières premières minérales et végétales, paramètres environnementaux pour l'emplacement et l'orientation du bâtiment) et de certains savoir-faire techniques dont le souvenir a été conservé par les personnes de plus de 70 ans (par exemple pour les enduits terre-paille ou pour la construction des toitures-terrasses en terre, abandonnées localement depuis les années 1960).

Ces échanges dans les deux sens nous paraissent fondamentaux dans la démarche participative : la meilleure façon de parvenir à une archéologie pour, par et avec la communauté est en effet de « tresser les connaissances » (Atalay, 2012), lorsque les spécialistes et les non-spécialistes combinent leurs différents modes de compréhension pour produire de nouveaux savoirs. Ainsi, certaines propositions d'habitants ont conduit l'équipe scientifique à reconsidérer des questions initialement posées ; cela implique que ces interactions favorisent aussi les compétences d'équipe, telles que la capacité d'adaptation et de flexibilité.

Cette première expérience participative a toutefois des limites : le premier frein est l'ouverture partielle à la participation de la communauté, qui n'est intervenue qu'à un stade avancé et de façon ponctuelle dans le chantier, et non dès la conception du projet. Les contraintes de calendrier ont également restreint la participation de la population locale : la saison d'été qui est celle des activités archéologiques de terrain correspond pour les habitants à une période de travail soutenu dans l'économie touristique, et leur laisse peu de disponibilité. Enfin, ce type de projet est soumis à des contraintes institutionnelles et budgétaires : en Grèce, il est impossible d'intégrer officiellement des volontaires (non étudiants) dans des projets de recherche, car ils n'ont pas de statut reconnu ni par les autorités grecques ni par l'ÉFA, en ce qui concerne les programmes français.

De façon plus générale, la préparation, la mise en œuvre et l'accompagnement de la participation ont nécessité un

investissement en temps important pour une personne. La thèse de D. Mazaraki sur le sujet lui a permis de se consacrer à ce projet, mais il est difficile d'avoir en permanence une personne animant des activités participatives dans une équipe archéologique. Cette question fait débat dans la littérature spécialisée : la démarche participative devrait-elle être prise en charge par des archéologues spécialisés dans cette ouverture vers le public ou plus généralement incluse dans les objectifs des projets archéologiques (Richardson et Almansa-Sánchez, 2015 ; Grima, 2016) ?

Ce bilan provisoire nous semble témoigner d'un rapport entre archéologie et société qui penche vers le « bien de l'archéologie » plutôt que vers une archéologie pour « le bien de la société » (Schlanger, 2018, p. 587). Il s'agit néanmoins d'une étape importante dans le développement d'une éthique de la recherche et des relations avec la communauté locale. Comment aller plus loin, vers des actions en collaboration entre les différentes parties, dans la longue durée ? Dans le cadre actuel de l'archéologie en Grèce, il est difficile d'envisager des projets de recherche de terrain (fouille, prospection) « participatifs ». Le cadre législatif est plus favorable dans le champ plus large de la médiation du patrimoine culturel, auquel se rattache l'archéologie.

VERS UN ATLAS DU PATRIMOINE LOCAL PARTICIPATIF

Des entretiens approfondis ont été menés par D. Mazaraki avec environ 70 habitants de Malia pour identifier les valeurs associées au site archéologique, incluant les mythes locaux ou l'histoire orale. Pour les habitants, l'importance du site archéologique repose surtout sur le palais minoen, perçu comme un élément de grande valeur historique et une composante de leur identité collective, rejoignant en cela la doxa scientifique. Cependant, la majeure partie des entretiens a été dominée par l'évocation de perceptions et d'émotions personnelles liées à une expérience vécue et un paysage sensible, appréhendés au fil des activités quotidiennes et des souvenirs : un *emotive heritage*, ou « patrimoine émotionnel », dont les vestiges archéologiques ne constituent qu'une partie⁵.

Ainsi, des valeurs positives sont associées au patrimoine local matériel et immatériel : elles concernent notamment la richesse exceptionnelle de la flore et de la faune dans la zone protégée du site archéologique, mise en valeur à travers des pratiques telles que le ramassage des escargots et la cueillette des herbes sauvages. À cela s'ajoute la fréquentation quotidienne du site, apprécié comme cadre de promenades et auquel est attribuée une « énergie » particulière ; l'événement musical ayant lieu chaque été ; les souvenirs personnels liés au site archéologique et les histoires orales transmises entre générations depuis les premières fouilles.

La thèse de D. Mazaraki ambitionne de valoriser ces différentes significations, inscrites dans le paysage et dans le site archéologique, grâce à un atlas du patrimoine local permettant de les localiser sur une carte interactive. Il

s'agit d'un projet en cours, dont l'objectif est de produire un atlas numérique ouvert et évolutif, donnant une visibilité au patrimoine local tel qu'il est perçu et interprété par les habitants et tenant lieu d'archive collective pour la communauté locale⁶. Son format participatif permet une appropriation progressive par la communauté, garantissant ainsi sa pérennité et son adaptation aux usages et besoins locaux sur le moyen terme.

Ce projet d'atlas s'inspire d'une recherche participative (Community-Based Participatory Research) menée dans un village rural de Chypre⁷, explorant les liens de la population locale avec les lieux et les pratiques autour d'un village abandonné (projet « Telling the story of home », Gibson, 2020) : une Story Map créée à l'aide d'un logiciel SIG indique les lieux d'intérêt définis par les habitants, chacun conduisant à d'autres contenus multimédias (des photographies, des vidéos et des entretiens).

Le projet d'atlas à Malia s'intéresse ainsi au patrimoine pris au sens large, qui revêt aujourd'hui les formes les plus diverses (du monument le plus prestigieux à l'arbre ou à la pratique traditionnelle), tant qu'il est « mis en valeur » par la population locale (Heinich, 2009). La plupart des habitants interrogés considéraient dans un premier temps le site archéologique comme le seul patrimoine culturel significatif à Malia. Au cours des entretiens, il est cependant devenu évident qu'ils attribuent une valeur culturelle à de nombreux lieux, par exemple le secteur ancien du village de Malia, les églises byzantines de la région ou leur environnement naturel. Le tourisme de masse n'a pas non plus « effacé la culture maliote », comme le regrettent parfois certains habitants. La primauté accordée dans la recherche scientifique au site minoen, son extension importante dans le territoire local, fixée par les autorités, et la dissémination des images de cette civilisation ont conduit à occulter d'autres composantes du patrimoine culturel de la région.

Ce projet promeut ainsi une « reconnaissance de la diversité des savoirs » (experts et non experts) et des valeurs patrimoniales. Il s'agit *in fine* d'interroger la patrimonialisation, comme production des lieux de mémoires, en critiquant les hiérarchies qui produisent ces discours et ces constructions (Critical Heritage Studies). Il reste à déterminer s'il sera possible et comment il sera possible d'associer cet atlas participatif au SIG archéologique produit par les archéologues de l'ÉFA, afin de tisser des liens plus étroits entre recherche scientifique et savoirs locaux.

CONCLUSION COMMENT IMPLIQUER LES POPULATIONS LOCALES DANS LES ACTIVITÉS ARCHÉOLOGIQUES EN GRÈCE ?

Les deux projets évoqués dans cet article impliquent différents niveaux de participation des populations locales et nous n'avons pas (encore) mis en place de véritables collaborations entre archéologues et habitants

à Malia. La démarche participative pour l'archéologie française à l'étranger soulève des enjeux spécifiques, liés aux modalités historiques de la présence française, aux dynamiques sociales et aux hiérarchies existantes, dont il faut tenir compte pour s'engager dans une archéologie plus ouverte.

Sa mise en place effective se heurte à des obstacles d'ordre pratique et humain. L'engagement archéologique en direction des communautés locales demande du temps pour identifier leurs besoins, conserver des espaces de réflexion critique sur les rapports sociaux en jeu, de l'énergie pour animer les réseaux créés. Les premiers résultats de la recherche-action en cours à Malia montrent que ces investissements en valent la peine, si on souhaite développer une pratique de l'archéologie plus socialement responsable. L'enjeu est de ne pas se limiter à une médiation vis-à-vis du public, entendue comme la diffusion de connaissances à sens unique, dans laquelle le scientifique est en surplomb vis-à-vis du non-professionnel assimilé à un « consommateur de connaissances » (Matsuda, 2016, p. 3-4 ; Jollivet, 2020, p. 62).

D'autres défis éthiques et démocratiques pèsent sur la démarche, comme le rappelle le slogan toujours actuel de Mai-68 (fig. 3) : la participation sans redistribution du pouvoir est un processus frustrant pour les citoyens (Arnstein, 1969). La démarche participative peut permettre aux scientifiques de prétendre que toutes les parties ont été prises en compte, alors même que seules certaines d'entre elles en bénéficient. Une approche critique de l'archéologie implique une réflexion sur les intérêts et les motivations diverses guidant notre interprétation du passé. Comment développer des collaborations entre des groupes dont les attentes et les demandes sociales vis-à-vis du patrimoine archéologique sont différentes ? Quels en sont les risques (relativisme radical, usages politiques et nationalistes de l'archéologie, etc.) ?

Il s'agit d'enjeux centraux dans le domaine de l'archéologie publique (Matsuda, 2016). Les approches à venir (médiation, participation, collaboration) devront identifier les particularités, les besoins et les contraintes dans chaque groupe visé par cette archéologie publique (contraintes de temps, d'emploi, de connaissances, socio-culturelles). Il est important d'y consacrer le temps nécessaire pour tisser des liens durables, mais aussi un budget pour organiser des activités et faciliter l'accès d'un public plus nombreux. Cela implique de former des archéologues à ces démarches participatives et d'embaucher des personnes spécialisées dans ces activités : on peut souligner qu'un cours d'archéologie publique, explorant ses théories et méthodes, existe dans trois grandes universités en Grèce, alors que cela reste encore à développer en France. On peut penser, et même espérer, que l'archéologie intégrera de manière fondamentale ce volet social dans les années à venir (Atalay, 2012, p. 2).

Remerciements : Nous adressons tous nos remerciements aux participants au programme expérimental à Malia, en particulier l'Association culturelle et folklorique de Malia et l'Association



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Fig. 3 – Affiche de Mai-68 (Atelier populaire, ex-École des Beaux-Arts, BNF).

Fig. 3 – Poster from May 1968.

des femmes de Malia, ESTIA, ainsi que M. Vlachakis qui a gracieusement mis un champ à disposition du projet. Nous souhaitons rendre un hommage particulier à M. Assariotis, cultivateur local décédé à l'automne 2023, visible sur la figure 2b, dont l'engagement et le soutien ont largement contribué à la réussite de ce projet. Le programme a bénéficié du soutien financier de l'ÉFA, de l'ANR 21-CE 27-0029 « TiMMA » et d'ARPAMED.

NOTES

1. Le programme européen « NEARCH » (2013-2018) visait à explorer la relation entre le public et l'archéologie. L'enquête a été menée dans neuf pays européens selon trois axes majeurs : l'image de l'archéologie auprès du grand public, les valeurs qu'elle incarne et les attentes sociétales envers les archéologues. Les résultats mettent en évidence une large reconnaissance de l'importance de l'archéologie et une forte demande pour une communication plus accessible et une participation accrue du public aux actions liées au patrimoine culturel.
2. *Archéologie et communauté locale : représentation, médiation et valorisation du patrimoine archéologique. L'exemple de Malia en Crète*, thèse en cours sous la direction de F. Giligny et M. Pomadère, université Paris 1-Panthéon Sorbonne, Paris.
3. L'expérience multisensorielle (visuelle, auditive, par le toucher, voire le goût...) est au cœur des stratégies pour développer l'accessibilité aux lieux patrimoniaux, jusqu'à maintenant surtout dans les musées plutôt que sur les sites archéologiques (Mazaraki, 2024).
4. ANR-21-CE27-0029-01 (supervision S. Rougier-Blanc, UPEC) <https://timma.efa.gr/s/timma/page/the-timma-project>
5. L'aspect émotionnel du patrimoine est de plus en plus pris en considération pour sensibiliser le public (Ripanti et Mariotti, 2018 ; Van der Linde *et al.*, 2018). En Grèce, des recherches montrent que les communautés rurales vivant à proximité d'antiquités ont développé des relations plus intimes, plus riches en émotions vis-à-vis de ces dernières que le public urbain (Sakellariadi, 2011).
6. En 2024, un financement de l'appel à projets « Science et/en société » (CNRS) a permis d'impulser cet atlas. À travers des discussions, des promenades culturelles et la collecte de matériel audiovisuel, les lieux patrimoniaux considérés comme significatifs par les participants ont été recensés et documentés. Un site web dédié (malia-melissa-map.com) a été créé pour valoriser ces témoignages et ce patrimoine partagé. Son développement se poursuit.
7. Le projet « Telling the story of home » conduit dans le village de Nikitari, à Chypre, par l'université de Glasgow, explorait le rôle du patrimoine dans la réappropriation des espaces par les habitants, face aux dynamiques de contrôle territorial. À travers la collecte de récits et la documentation des pratiques quotidiennes, il montre comment le patrimoine culturel est mobilisé pour renforcer le lien entre communauté et territoire, comme outil de résilience et de revendication identitaire, tout en façonnant de nouvelles narrations du passé.

Dimitra MAZARAKI

Université Paris 1-Panthéon Sorbonne,
Paris, France
UMR 8215

« Trajectoires. De la sédentarisation à l'état »
UMR 7041 ArScAn, Protohistoire égéenne,
Archéologie contractuelle au Ministère Grec
de la Culture

Maia POMADÈRE

Université Paris 1-Panthéon Sorbonne,
Paris, France
UMR 7041 ArScAn, Protohistoire égéenne
ANR-21-CE27-0029 TiMMA
Maia.Pomadere@univ-paris1.fr

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALMANSA-SÁNCHEZ J. (2020) – Spaces for creativity in Mediterranean archaeological heritage management, *Advances in Archaeological Practice*, 8, p. 1-13.
- ALMANSA-SÁNCHEZ J. (2021) – Paper, perception and... facts? Exploring archaeological heritage management in the Mediterranean and the weight of public archaeology, *Ex Novo: Journal of Archaeology*, 6, p. 7-25.
- ARNSTEIN S. R. (1969) – A Ladder of citizen participation, *Journal of American Institute of Planners*, 35, 4, p. 216-224.
- ATALAY S. (2012) – *Community-based archaeology: Research with, by, and for indigenous and local communities* [1st ed.], Oakland, CA, University of California Press, <http://www.jstor.org/stable/10.1525/j.ctt1pn9dj>
- FOTIADIS M. (2010) – There is a blue elephant in the room: From state institutions to citizen indifference, in A. Stroulia et S. Buck Sutton (dir.), *Archaeology in Situ: Sites, archaeology, and communities in Greece*, Lanham, Md., Lexington Books, p. 447-456.
- GALANIDOU N. (2020) – Re-inventing public archaeology in Greece, in A. Christofilopoulou (dir.), *Material cultures in public engagement: Re-inventing public archaeology within museum collections*, Oxford, Oxbow Books, p. 77-93.
- GIBSON E. (2020) – Resisting clearance and reclaiming place in Cyprus' state forests through the work of heritage, *International Journal of Heritage Studies*, 26, 7, p. 700-716.
- GREENBERG R., HAMILAKIS Y. (2022) – *Archaeology, nation, and race: Confronting the past, decolonizing the future in Greece and Israel*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GRIMA R. (2016) – But isn't all archaeology "public" archaeology? *Public Archaeology*, 15, 1, p. 50-58, <https://doi.org/10.1080/14655187.2016.1200350>
- HAMILAKIS Y. (2007) – *The nation and its ruins: Antiquity, archaeology and national imagination in Greece*, Oxford, Oxford University Press.
- HEINICH N. (2009) – *La Fabrique du patrimoine. « De la cathédrale à la petite cuillère »*, Paris, ministère de la Culture et de la Communication-éditions de la Maison des sciences de l'homme (« Éthnologie de la France »).
- HERZFELD M. (2002) – The absence presence: Discourses of crypto-colonialism, *The South Atlantic Quarterly*, 101, 4, p. 899-926, <https://www.muse-jhu-edu.ezpaarse.univ-paris1.fr/article/39112>
- JOLLIVET M. (2020) – L'intermédiation, un dispositif pour la transition écologique et solidaire, *Cahiers de l'action*, 55, https://injep.fr/wp-content/uploads/2020/09/Cahier_Action55.pdf
- KAJDA K., MARX A., WRIGHT H., RICHARDS J. D., MARCINIAK A., ROSSENBAACH K. S., PAWLETA M., VAN DEN DRIES M. H., BOOM K. H., GUERMANDI M. P., CRIADO-BOADO F., BARREIRO D., SYNNESTVEDT A., KOTSAKIS K., KASVIKIS K., THEODOROU E., LÜTH F., ISSA M., FRASE I. (2017) – Archaeology, heritage, and social value: Public perspectives on European archaeology, *European Journal of Archaeology*, 21, p. 96-117.
- MARSHALL Y. (2002) – What is community archaeology?, *World Archaeology*, 34, 2, p. 211-19.
- MATSUDA A. (2016) – A Consideration of public archaeology theories, *Public Archaeology*, 15, 1, p. 40-49, <https://doi.org/10.1080/14655187.2016.1209377>
- MATSUDA A., OKAMURA K. (2011) – Introduction: New perspectives in global public archaeology, in K. Okamura et A. Matsuda (dir.), *New perspectives in global public archaeology*, Londres, Springer, p. 1-18.
- MAZARAKI D. (2024) – La place des communautés locales dans la gestion du patrimoine archéologique : le cas de Malia en Crète, *Les Nouvelles de l'archéologie*, 175, p. 21-26.
- MOMIGLIANO N. (2006) – Sir Arthur Evans, Greek Myths and the Minoans, in P. Darcque, M. Fotiadis et O. Polychronopoulou (dir.), *Mythos. La préhistoire égéenne du XIX^e s. au XXI^e s. apr. J.-C.*, Athènes, École française d'Athènes (Supplément au *Bulletin de correspondance hellénique*, 46), p. 73-80.
- OLDENBURG R. (1989) – *The Great Good Place*, New York, Paragon Place.
- RICHARDSON L. J., ALMANSA-SANCHEZ J. (2015) – Do you even know what public archaeology is? Trends, theory, practice, ethics, *World Archaeology*, 47, 2, p. 194-211.
- RIPANTI F., MARIOTTI S. (2018) – “The God of time is heritage of mine”: An emotional approach to public outreach in Vignale (Italy), *Advances in Archaeological Practice*, 6, 3, p. 199-211
- SAKELLARIADI A. (2011) – *Archaeology for the people? Greek archaeology and its public: an analysis of the socio-political and economic role of archaeology in Greece*, Doctoral dissertation, University College London, Londres.
- SAKELLARIADI A. (2021) – Public archaeology in Greece: A Review of the current state of the field, *Ex Novo: Journal of Archaeology*, 6, p. 45-65.
- SCHLANGER N. (2018) – Archéologie et société, in J.-P. Demoule, D. Garcia et A. Schnapp (dir.), *Une histoire des civilisations. Comment l'archéologie bouleverse nos connaissances*, Paris, La Découverte-Inrap, p. 584-587.
- SCHMID M., TREUIL R. (2017) – *Architecture minoenne à Malia. Les bâtiments principaux du Quartier Mu (fouilles exécutées à Malia, le Quartier Mu VI)*, Athènes, École française d'Athènes (Études crétoises, 36).
- VAN DER LINDE S. J., VAN DEN DRIES M. H., WAIT G. (2018) – Putting the soul into archaeology. Integrating interpretation into practice, *Advances in Archaeological Practice*, 6, 3, p. 181-186, doi:10.1017/aap.2018.22
- VAVOURANAKIS G. (2018) – Archaeological resource management in Greece: State, private, public and common, in S. Antoniadou, G. Vavouranakis, I. Poulos et P. Raouzaïou (dir.), *Culture and perspective at times of crisis: State structures, private initiative, and the public character of heritage*, Oxford, Oxbow, p. 22-39.

VOUDOURI D. (2010) – Law and the politics of the past: Legal protection of cultural heritage in Greece, *International Journal of Cultural Property*, 17, 3, p. 547-568, doi:10.1017/S094073911000024X

WESTMONT V. C., CLAY E. (2022) – Introduction: Current directions in community archaeology of the African diaspora, *International Journal of Historical Archaeology*, 26, p. 195-210.

